AIDE MEMOIRE

CANDIDATURE DE LA FRANCE AUX ELECTIONS AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
(New York, 9 mai 2006)

Les droits de l'homme font partie des valeurs fondatrices de la République française. Leur respect est au cœur de l'exercice de la démocratie aujourd'hui en France et de notre engagement au sein de l'Union européenne.

Ayant contribué aux travaux de la Commission des droits de l'homme depuis sa création, la France est particulièrement attachée au système international de promotion et de protection des droits de l'homme. Elle a présenté à la Commission des droits de l'homme des résolutions de consensus sur la détention arbitraire, sur les disparitions forcées et sur l'extrême pauvreté, et a contribué au renforcement du droit international en présidant les travaux sur le projet de convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

La France s'est engagée en faveur de la création du Conseil des droits de l'homme et du renforcement de l'autorité et des moyens du Haut Commissariat aux droits de l'homme ainsi que de la diffusion des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations unies.

La France a ratifié les principaux instruments internationaux en matière de droits de l'homme et reconnaît la compétence des organes des traités pour recevoir les plaintes individuelles.

Elle a adressé aux procédures spéciales des Nations unies une invitation permanente sur son territoire. Elle a par exemple accueilli en 2005 la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction et la Présidente du groupe de travail sur les détentions arbitraires. En outre, en tant que membre du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, la France accueille les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme et est soumise au contrôle juridictionnel de la Cour européenne des droits de l'homme.

La France promeut le dialogue et la coopération dans le domaine des droits de l'homme. Conformément à sa conception de l'universalité des droits de l'homme, la France défend une vision inclusive des droits de l'homme, qui privilégie la logique de l'engagement sur celle de l'isolement. Elle continuera d'augmenter sa contribution volontaire au Haut Commissariat aux droits de l'homme, qui s'élève déjà à 2,15 millions d'Euros, afin d'encourager l'assistance technique, qui devra être un des points forts du nouveau Conseil des droits de l'homme.

Conformément à sa conception de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les droits de l'homme, ainsi qu'à son souhait d'une mondialisation équitable et encadrée, la France est attachée à la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels. Elle a porté en particulier la Convention sur la diversité culturelle, adopté le 20 octobre 2005 à l'UNESCO, et le projet de déclaration sur la bioéthique et les droits de l'homme.

La France attache une importance particulière à la réalisation du droit au développement. Son engagement se manifeste notamment au travers des partenariats pour le co-développement et des accords de coopération qu'elle a conclus avec des pays du monde entier. La France, avec plusieurs partenaires, a également proposé la mise en place de mécanismes innovants de financement en faveur du développement. Elle continuera à encourager la concrétisation la plus large possible des initiatives telles que la contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion.

1/ La France s'engage à contribuer à la légitimité et à l'efficacité du Conseil des droits de l'homme :

- La France s'engage à coopérer pleinement avec le Conseil des droits de l'homme et l'ensemble des mécanismes d'enquête des Nations unies et à se soumettre à l'« examen périodique universel » pour favoriser une approche universelle et équitable des travaux du Conseil.
- Elle s'engage à promouvoir l'activité, à défendre l'indépendance et à renforcer la place des procédures spéciales, des organes des traités et de tous les mécanismes de surveillance ou d'enquête relatifs à la situation des droits de l'homme.
- La France s'engage à oeuvrer en faveur de la garantie et d'un renforcement du droit de parole des ONG et des institutions nationales de protection des droits de l'homme au sein du Conseil des droits de l'homme.
- Elle continuera au plan interne à œuvrer pour la mise en œuvre des recommandations des procédures spéciales et des organes des traités, en poursuivant l'amélioration des conditions de détention, l'efficacité de la procédure pénale et de la politique de lutte contre les discriminations.
- La France est attachée à ce que le Conseil des droits de l'homme défende tous les droits. Elle continuera à soutenir le processus d'élaboration d'un Protocole facultatif au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, en vue de l'amélioration de leur effectivité, ainsi que le travail du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les entreprises.
- Elle veillera à la prise en compte de la dimension genre et parité dans tous les travaux du Conseil des droits de l'homme.

2/ La France s'engage à promouvoir le respect en toutes circonstances du droit international et de la vie humaine :

Réaffirmant son attachement au respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme, au refus des détentions secrètes et à la prohibition absolue de l'usage de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants,

- la France poursuivra au Conseil son action contre la détention arbitraire ;
- elle portera la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en vue de son adoption. La France fera ensuite campagne pour sa signature et sa ratification. Elle s'engage à ratifier la Convention dans l'année suivant son adoption ;
- elle ratifiera au cours de son mandat le Protocole facultatif à la Convention contre la torture ;
- elle doublera sa contribution au Fonds des Nations unies pour la réhabilitation des victimes de la torture d'ici 2007 ;
- La France poursuivra la campagne pour l'abolition universelle de la peine de mort. Elle accueillera le Congrès mondial contre la peine de mort à Paris en février 2007.

.../...

3/ La France s'engage en faveur des victimes de violations des droits de l'homme :

- Elle continuera d'oeuvrer en faveur de la reconnaissance du droit à la vérité et à la réparation des victimes de violations des droits de l'homme.
- Attachée à la lutte contre l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme, elle se mobilisera en particulier pour la promotion de la justice pénale internationale et du rôle de la Cour Pénale Internationale. Elle s'engage à diffuser le plus largement possible les principes directeurs des Nations unies sur la lutte contre l'impunité.
- Elle poursuivra un dialogue suivi avec les défenseurs des droits de l'homme en France et dans le monde, et son soutien à leurs initiatives, au renforcement de la protection des défenseurs menacés ainsi qu'au mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les défenseurs des droits de l'homme.
- Parmi les victimes de violations des droits de l'homme, la France accorde une attention particulière aux enfants, et condamne fermement toute forme de violences ou de discriminations à leur égard. Elle poursuivra son engagement en faveur de la lutte contre l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, dans le cadre du Groupe de travail du Conseil de Sécurité dont elle assume actuellement la présidence. Elle accueillera en 2006 à Paris avec l'UNICEF la conférence internationale chargée de clore le processus de révision des principes sur la prévention du recrutement, la démobilisation et la réinsertion des enfants affectés par les conflits armés.

4/ La France s'engage à soutenir les initiatives destinées à lutter contres toutes les formes de discrimination :

- La France continuera de se mobiliser pour le respect de tous les droits fondamentaux des femmes, pour l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violences à leur encontre, pour la représentation des femmes dans les instances de décisions, et la reconnaissance de leur rôle dans la prévention des conflits. Elle lèvera plusieurs de ses réserves à la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes.
- La France souhaite œuvrer au dialogue des cultures et des civilisations ainsi qu'à la promotion de l'esprit de tolérance et du respect des libertés individuelles. Elle soutient des initiatives telles que le programme d'éducation visant à la prévention de la discrimination raciale et des génocides.
- Conformément aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, la France a mis en place au plan national une Haute Autorité pour la Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité des chances.
- La France oeuvrera pour l'adoption du projet de Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Elle recevra en 2006-2007 le Rapporteur spécial sur cette question.
- La France oeuvrera au succès rapide de la négociation de la convention relative aux droits des personnes handicapées, de façon à réaffirmer l'intégralité des droits dont dispose toute personne quel que soit son éventuel handicap./.

.../...

AIDE-MEMOIRE

FRANCE'S CANDIDACY IN THE ELECTIONS TO THE HUMAN RIGHTS COUNCIL
(New York, 9 May 2006)

Human rights are part of the founding values of the French Republic. Adherence to those rights stands at the very heart of the exercise of democracy in France today and of our engagement with the European Union.

Having contributed to the work of the Commission on Human Rights since its creation, France is particularly committed to the international system for the promotion and protection of human rights. It has submitted to the Commission on Human Rights resolutions adopted by consensus on arbitrary detention, enforced disappearances and extreme poverty, and it has contributed to strengthening international law by chairing the work on the Draft International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

France is committed to the creation of a Human Rights Council and to reinforcement of the authority and resources of the Office of the High Commissioner for Human Rights, in addition to mainstreaming of human rights throughout the United Nations system.

France has ratified the main international instruments in the area of human rights and recognises the jurisdiction of the treaty bodies to consider individual complaints.

France has extended to United Nations Special Procedures a permanent invitation to visit its territory. For instance, in 2005 it welcomed the Special Rapporteur on freedom of religion or belief and the Chair of the working group on arbitrary detention. In addition, as a member of the Council of Europe and the OSCE, France welcomes visits by the Regional Mechanisms for the protection of human rights and submits to the jurisdiction of the European Court of Human Rights.

France promotes dialogue and cooperation in the field of human rights. In accordance with its conception of the universality of human rights, France defends an inclusive vision of human rights which favours a logic of engagement rather than one of isolation. It will continue to increase its voluntary contribution to the Office of the High Commissioner for Human Rights, which already stands at €2.15 million, in order to facilitate technical assistance, which must be among the strengths of the new Human Rights Council.

In accordance with its conception of the indivisibility and interdependence of all human rights, and with its desire for fair and regulated globalisation, France is committed to the promotion and defence of economic, social and cultural rights. Specifically, France was a promoter of the Convention on cultural diversity, which was adopted on 20 October 2005 at UNESCO, as well as of the draft Declaration on bioethics and human rights.

France attaches particular importance to the realization of the right to development. Its commitment can notably be seen in the co-development partnerships and cooperation agreements into which France has entered with countries around the world. France, along with a number of partners, has also proposed the setting up of innovative financing mechanisms to promote development. France will continue to encourage the widest possible concretisation of initiatives such as the international solidarity levy on airplane tickets.

.../...

1. France undertakes to contribute to the legitimacy and effectiveness of the Human Rights Council:

- France is committed to full cooperation with the Human Rights Council and all United Nations inquiry mechanisms and will submit to the "universal review" in order to encourage a universal and balanced approach to the work done by the Council.
- France pledges to promote the activities, to defend the independence and to reinforce the role of the Special Procedures, treaty bodies and all monitoring and inquiry mechanisms relating to human rights situations.
- France pledges that it will endeavour to guarantee and strengthen the right of NGOs and national human rights institutions to address the Human Rights Council.
- France will continue at the national level to work for the implementation of the recommendations of Special Procedures and treaty bodies, improving detention conditions, the effectiveness of criminal law procedure and policy against discrimination.
- France attaches importance to the defence of all rights by the Human Rights Council. France will continue to support the drafting process for an Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural rights with a view to improving their effectiveness, and the work of the Special Representative on human rights and Transnational Corporations and Other Business Enterprises.
- It will ensure gender mainstreaming in all the work of the Human Rights Council.

2. France undertakes to promote respect in all circumstances for international law and the protection of human life:

Reaffirming its commitment to the respect for human rights in the combat against terrorism, to the rejection of secret detention and to the absolute prohibition of torture and cruel, inhuman and degrading treatment,

- France will continue its action on the Council against arbitrary detention;
- France will promote the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance with a view to its adoption. France will subsequently campaign for its signature and ratification. France pledges that it will ratify the Convention in the year following its adoption;
- France will ratify during its mandate the Optional Protocol to the Convention against Torture;
- It will double its contribution to the United Nations Voluntary Fund for Victims of Torture between now and 2007;
- It will pursue the international campaign for the universal abolition of the death penalty. It will host the World Congress against the death penalty in Paris in February 2007.

.../...

3. France undertakes to defend the victims of violations of human rights:

- France will continue to work for the recognition of the right to truth and right to a remedy and reparation for victims of violations of human rights.
- Committed as it is to ending impunity for the perpetrators of human rights violations, France will devote particular effort to the promotion of international criminal justice and the role of the International Criminal Court. It undertakes to encourage the widest possible dissemination of the United Nations Set of Principles for the protection and promotion of human rights through action to combat impunity.
- It will pursue sustained dialogue with the defenders of human rights in France and around the world and will provide its support for their initiatives and for the strengthening of the protection of defenders under threat, as well as for the mandate of the Special Representative of the General Secretary for human rights defenders.
- France is particularly attentive to children who are victims of human rights violations, and strongly condemns all forms of violence and discrimination directed at children. France will maintain its commitment to ending the use of children in armed conflict in the context of the Security Council working group which it is currently chairing. It will host in Paris in 2006 the international conference intended to close the review process of the principles for the prevention of recruitment, the demobilisation and the reintegration of children involved in armed conflicts, together with UNICEF.

4. France undertakes to support initiatives intended to fight against all forms of discrimination:

- France will continue to work towards ensuring full respect for all fundamental rights of women, the elimination of all forms of discrimination and violence directed at them and the representation of women in decision-making bodies, in addition to the recognition of their role in the prevention of conflict. It will lift a number of its reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
- France wishes to work for a dialogue of cultures and civilisations and the promotion of a spirit of tolerance and the preservation of individual freedoms. It is supportive of initiatives such as the educational programme aimed at preventing racial discrimination and acts of genocide.
- In accordance with the recommendations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, France has put in place at national level a High Authority against Discrimination and for Equal Opportunity.
- France will work for the adoption of the draft Declaration on the Rights of Indigenous Peoples. It will welcome a visit from the Special Rapporteur on this issue in 2006-2007.
- France will work for the rapid success of the negotiations for the UN convention on the human rights of persons with disabilities, with a view to reaffirming that all rights are enjoyed by all individuals irrespective of any disability they may suffer from./.

.../...

MEMORÁNDUM

CANDIDATURA DE FRANCIA A LAS ELECCIONES DEL CONSEJO DE DERECHOS HUMANOS
(Nueva York, 9 de mayo de 2006)

Los Derechos Humanos forman parte de los valores fundadores de la República Francesa. Respetar esos derechos constituye hoy el punto central del ejercicio de la democracia en Francia y de nuestro compromiso en la Unión Europea.

Francia participa en los trabajos de la Comisión de Derechos Humanos desde su creación y está particularmente implicada en el sistema internacional de promoción y protección de los derechos humanos. Ha presentado a la Comisión de Derechos Humanos resoluciones de consenso sobre la detención arbitraria, las desapariciones forzadas y la pobreza extrema, y ha participado en la consolidación del derecho internacional al presidir los trabajos del proyecto de convención para la protección de todas las personas contra las desapariciones forzadas.

Francia se ha comprometido a favor de la creación del Consejo de Derechos Humanos y la consolidación de la autoridad y los medios del Alto Comisariado para los Derechos Humanos, así como en la difusión de los derechos humanos en el sistema de las Naciones Unidas.

Francia ha ratificado los principales instrumentos en materia de derechos humanos y reconoce que los órganos de los tratados tienen competencia para admitir denuncias individuales.

Ha dirigido una invitación permanente en su territorio a los procedimientos especiales de las Naciones Unidas. Por ejemplo, en 2005, recibió a la Relatora Especial sobre la libertad de religión o convicción, y a la Presidenta del grupo de trabajo sobre detenciones arbitrarias. Por otra parte, en tanto que miembro del Consejo de Europa y de la OSCE, Francia acoge los mecanismos regionales de protección de derechos humanos y está sujeta al control jurisdiccional del Tribunal Europeo de Derechos Humanos.

Francia promueve el diálogo y la cooperación en el ámbito de los derechos humanos. Fiel a su concepto de universalidad de los derechos humanos, Francia defiende una visión inclusiva de los derechos humanos, que da prioridad a la lógica de compromiso respecto a la de aislamiento. Seguirá aumentando su contribución voluntaria al Alto Comisariado para los Derechos Humanos, cuya cuantía actual es de 2,15 millones de euros, para fomentar la asistencia técnica, que deberá ser uno de los puntos fuertes del nuevo Consejo de Derechos Humanos.

Acorde con su concepto de indivisibilidad e interdependencia de todos los derechos humanos, así como con su empeño de lograr una globalización justa y controlada, Francia considera necesario que se promocionen y defiendan los derechos económicos, sociales y culturales. Ha defendido en particular el Convenio sobre Diversidad Cultural, adoptado el 20 de octubre de 2005 en la UNESCO, y el proyecto de Declaración sobre Bioética y Derechos Humanos.

Francia concede una importancia muy particular al respeto del derecho al desarrollo. Su compromiso se manifiesta especialmente mediante partenariados de codesarrollo y acuerdos de cooperación, que ha celebrado con países de todo el mundo. Francia y otros socios han propuesto además la creación de mecanismos innovadores de financiación en aras del

.../...

desarrollo. Seguirá instando para que iniciativas como la contribución internacional de solidaridad sobre los billetes de avión se apliquen con la mayor amplitud posible.

1/ Francia se compromete a participar en la legitimidad y eficacia del Consejo de Derechos Humanos:

- Francia se compromete a cooperar plenamente con el Consejo de Derechos Humanos y con todos los mecanismos de investigación de las Naciones Unidas, y a someterse al procedimiento de «revista universal» para favorecer un enfoque universal y equitativo de los trabajos del Consejo.
- Se compromete a promocionar la actividad, defender la independencia y reforzar el papel de los procedimientos especiales, los órganos de los tratados y todos los mecanismos de vigilancia o investigación relacionados con la situación de los derechos humanos.
- Francia se compromete a trabajar para garantizar y reforzar el derecho de expresión de las ONG y de las instituciones nacionales de protección de los derechos humanos en el Consejo de Derechos Humanos.
- Dentro de la organización, seguirá trabajando para que se apliquen las recomendaciones de los procedimientos especiales y los órganos de los tratados, persiguiendo la mejora de las condiciones de detención, la eficacia del procedimiento penal y de la política de lucha contra las discriminaciones.
- Francia tiene empeño en que el Consejo de Derechos Humanos defienda todos los derechos. Seguirá apoyando el proceso de elaboración de un Protocolo Facultativo del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales -con miras a mejorar su eficacia-, así como el trabajo del Relator Especial para los derechos humanos y las empresas.
- Velará por que se tome en cuenta la cuestión de género y paridad en todos los trabajos del Consejo de Derechos Humanos.

2/ Francia se compromete a promover el respeto del derecho internacional y de la vida humana en cualesquiera circunstancias:

Al reafirmar su implicación para que los derechos humanos se respeten en la lucha contra el terrorismo, el rechazo de las detenciones secretas y la prohibición absoluta del uso de la tortura y otros tratos crueles, inhumanos o degradantes,

- Francia proseguirá sus actuaciones contra la detención arbitraria en el marco del Consejo;
- defenderá la Convención Internacional para la protección de todas las personas contra las desapariciones forzadas con miras a conseguir que se adopte. Francia trabajará a continuación en pro de su firma y ratificación. Se compromete a ratificar la Convención el año siguiente a su adopción;
- ratificará durante su mandato el Protocolo Facultativo de la Convención contra la Tortura;
- duplicará para 2007 su participación en el Fondo de las Naciones Unidas para rehabilitar a las víctimas de la tortura;

- Francia proseguirá la campaña para conseguir la abolición universal de la pena de muerte. Acogerá el Congreso Mundial contra la Pena de Muerte en febrero de 2007, en París.

3/ Francia se compromete a favor de las víctimas de las violaciones de los derechos humanos:

- Seguirá obrando a favor del reconocimiento del derecho a la verdad y a la reparación de las víctimas de violaciones de los derechos humanos.
- Implicada en la lucha contra la impunidad de los autores de violaciones de los derechos humanos, participará en particular en la promoción de la justicia penal internacional y del papel de la Corte Penal Internacional. Se compromete a difundir lo más ampliamente posible los principios directores de las Naciones Unidas para luchar contra la impunidad.
- Proseguirá un diálogo constante con los defensores de los derechos humanos en Francia y en todo el mundo, y continuará apoyando sus iniciativas para consolidar la protección de los defensores amenazados, así como el mandato de la Representante Especial para la situación de los defensores de los derechos humanos.
- Entre las víctimas de las violaciones de los derechos humanos, Francia concede una atención particular a los niños, y condena con firmeza cualquier forma de violencia o discriminación en su contra. Seguirá apoyando la lucha contra la utilización de los niños en los conflictos armados, en el marco del grupo de trabajo del Consejo de Seguridad cuya presidencia ocupa en estos momentos. En 2006, acogerá en París, junto a la UNICEF, la conferencia internacional que clausurará el proceso de revisión de los principios de prevención de reclutamiento, desmovilización y reinserción de los niños afectados por los conflictos armados.

4/ Francia se compromete a apoyar las iniciativas destinadas a luchar contra todas las formas de discriminación:

- Francia mantendrá su participación activa en aras del respeto de todos los derechos fundamentales de la mujer, para que se elimine totalmente cualquier forma de discriminación y violencia en su contra, para que las mujeres estén representadas en las instancias de decisión y para que se reconozca su papel en la prevención de conflictos. Suprimirá varias de sus reservas a la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer.
- Francia desea participar en la alianza de culturas y civilizaciones, así como en la promoción del espíritu de tolerancia y respeto de las libertades individuales. Apoya iniciativas como el programa de educación destinado a la prevención de la discriminación racial y los genocidios.
- De conformidad con las recomendaciones del Comité para la eliminación de la discriminación racial, Francia ha instaurado una Alta Autoridad para la Lucha contra las Discriminaciones y a favor de la Igualdad de Posibilidades, con competencia nacional.
- Francia trabajará para que se adopte un proyecto de declaración sobre los derechos de los pueblos indígenas. En 2006-2007, recibirá al Relator Especial para esta cuestión.

.../...

- Francia trabajará para que la negociación de la Convención de Derechos de las Personas Minusválidas se concluya con éxito y reafirmar así todos los derechos de la persona, sea cual fuere su nivel de minusvalía.

.../...

مذكرة
خاصة بترشيح فرنسا إلى انتخابات مجلس حقوق الإنسان

(نيويورك، في 9 مايو (أيار) 2009)

تشكل حقوق الإنسان جزءا من القيم المؤسِّسة للجمهورية الفرنسية. ويكمن احترامها في صميم ممارسة الديمقراطية اليوم في فرنسا وفي صميم الإلتزامات الفرنسية داخل الإتحاد الأوروبي.

ساهمت فرنسا في أعمال لجنة حقوق الإنسان منذ إنشائها، وهي تحرص بشكل خاص على النظام الدولي لرعاية وحماية حقوق الإنسان. ولقد عرضت على لجنة حقوق الإنسان قرارات حظيت بالإجماع فيما يخص الإحتجاز التعسفي، والإختفاء القسري والفقر المدقع، وساهمت في تعزيز القانون الدولي عبر ترؤس أعمال مشروع الإتفاقية المتعلقة بحماية جميع الأشخاص من الإختفاء القسري.

ألتزمت فرنسا لصالح إنشاء مجلس لحقوق الإنسان ولتعزيز سلطة مفوضية حقوق الإنسان ووسائلها، كما لنشر حقوق الإنسان على مستوى كامل نظام الأمم المتحدة.

صادقت فرنسا على الأدوات الأساسية في مجال حقوق الإنسان، وهي تعترف بكفاءة هيئات المعاهدات لتلقي الشكاوى الفردية.

وجّهت إلى هيئة الإجراءات الخاصة في الأمم المتحدة دعوة دائمة لزيارة أراضيها. واستقبلت على سبيل المثال عام 2005 المقرّرة الخاصة المعنية بحرية الدين أو المعتقد، ورئيسة فريق العمل المعني بالإحتجاز التعسفي. علاوة على أن فرنسا هي عضو في مجلس أوروبا وفي منظمة الأمن والتعاون في أوروبا، وتستضيف الآليات الإقليمية لحماية حقوق الإنسان كما تخضع لرقابة المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان القضائية.

ترعى فرنسا الحوار والتعاون في مجال حقوق الإنسان. طبقا لمفهومها الخاص بالبعد العالمي لحقوق الإنسان، تدافع فرنسا عن رؤية متضمنة لحقوق الإنسان تمنح الإمتياز لمنطق الإلتزام بدل منطق العزل. وستواصل مضاعفة مساهمتها الطوعية في مفوضية حقوق الإنسان التي تبلغ حاليا 2.15 مليون يورو، بغية تشجيع المعونة التقنية التي يفترض بأن تكون واحدة من الأمور الهامة في مجلس حقوق الإنسان الجديد.

طبقا لمفهومها الخاص بعدم تجزئة كافة حقوق الإنسان وبترابطها، ولأمنيتها بإقامة عولمة منصفة ومؤطَّرة، تحرص فرنسا على رعاية الحقوق الإقتصادية والإجتماعية والثقافية والدفاع عنها. وقد حملت بشكل خاص اتفاقية التنوع الثقافي التي تبنتها منظمة اليونسكو في 20 أكتوبر (تشرين أول) 2005 ومشروع الإعلان لأخلاقيات البيولوجيا وحقوق الإنسان.

تولي فرنسا أهمية خاصة لبلوغ الحق في النماء. يظهر التزامها بشكل خاص عبر شراكات للتنمية المشتركة، واتفاقات تعاونية عقدتها مع بلدان في العالم أجمع. واقترحت فرنسا أيضا مع عدة شركاء، وضع آليات تمويل مجددة لصالح التنمية. وسوف تواصل تشجيعها لتجسيد مبادرات قدر الإمكان، على غرار رسوم التضامن الدولية في مجال تذاكر السفر.

.../...

1/ تلتزم فرنسا بالمساهمة في منح شرعية لمجلس حقوق الإنسان وفي جعله فعالا:

- تلتزم فرنسا بالتعاون الكامل مع مجلس حقوق الإنسان ومع مجموع آليات التحقيق في الأمم المتحدة وبالخضوع "للمراجعة العالمية" لتشجيع مقاربة عالمية ومُنصفة لأعمال المجلس.

- تلتزم برعاية نشاط هيئات المعاهدات وكافة آليات الرقابة أو التحقيق الخاصة بواقع حقوق الإنسان، والدفاع عن استقلاليتها، وتعزيز مكانة الإجراءات الخاصة بها.

- تلتزم فرنسا بالعمل لصالح ضمان وتعزيز حق المنظمات غير الحكومية والمؤسسات الوطنية العاملة في مجال حماية حقوق الإنسان بالتعبير داخل مجلس حقوق الإنسان.

- تواصل العمل على الصعيد الداخلي، لتنفيذ التوصيات بشأن الإجراءات الخاصة وهيئات المعاهدات عبر متابعة تحسين شروط الإحتجاز، وفعالية الإجراء الجزائي وسياسة مكافحة التمييز.

- تحرص فرنسا على أن يقوم مجلس حقوق الإنسان بالدفاع عن جميع الحقوق. وتستمر في دعم عملية إعداد بروتوكول اختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق الإقتصادية والإجتماعية والثقافية، بهدف تحسين وسائله، وأيضا عمل المقرِّر الخاص المعني بحقوق الإنسان والشركات.

- تسهر على أن يؤخذ بعين الإعتبار بُعْد النوع والتعادل في كافة أعمال مجلس حقوق الإنسان.

2/ تلتزم فرنسا برعاية احترام القانون الدولي والحياة البشرية في جميع الظروف:

وهي تعيد التأكيد على اهتمامها باحترام حقوق الإنسان في مكافحة الإرهاب، وبرفض الإحتجاز السري وبمنع اللجوء إلى التعذيب بشكل مطلق وإلى المعاملة القاسية واللاإنسانية أو المهينة،

- تواصل فرنسا عملها في المجلس ضد الإحتجاز التعسفي.

- تحمل الإتفاقية الدولية لحماية جميع الأشخاص من الإختفاء القسري بغية تبنِّيها. وبعد ذلك تقوم فرنسا بحملة إعلامية للتوقيع عليها وللمصادقة. كما تلتزم بالمصادقة على الإتفاقية خلال السنة التي تلي تاريخ تبنّيها.

- تصادق خلال ولايتها على البروتوكول الإختياري لإتفاقية مناهضة التعذيب،

- تضاعف مساهمتها في صندوق الأمم المتحدة لضحايا التعذيب قبل عام 2007،

- تواصل فرنسا الحملة لإلغاء حكم الإعدام في العالم. وتستضيف في باريس المؤتمر العالمي ضد حكم الإعدام في شهر فبراير (شباط) 2007.

3/ تلتزم فرنسا بالعمل لصالح ضحايا حقوق الإنسان المنتهكة:

- تواصل العمل من أجل الإعتراف بالحق بمعرفة الحقيقة، وبالتعويض لضحايا حقوق الإنسان المنتهكة.

- نظرا لحرصها على معاقبة منتهكي حقوق الإنسان، تتحرك بشكل خاص لرعاية العدالة الجزائية الدولية وتعزيز دور المحكمة الجنائية الدولية. وتلتزم بنشر المبادئ التوجيهية للأمم المتحدة الخاصة بمكافحة عدم المعاقبة على أوسع نطاق.

- تواصل حوارا مستمرا مع المدافعين عن حقوق الإنسان في فرنسا وفي العالم، وتستمر في دعمها لمبادراتهم ولتعزيز حماية المدافعين المهدَّدين، كما لمهمة الممثلية الخاصة بشأن أوضاع المدافعين عن حقوق الإنسان.

- من بين ضحايا حقوق الإنسان المنتهكة، تولي فرنسا أهمية خاصة للأطفال وتدين بشدة كافة أشكال العنف أو التمييز تجاههم. وتستمر في التزامها لصالح مكافحة استخدام الأطفال في النزاعات المسلحة، في إطار فريق عمل مجلس الأمن التي ترأسها حاليا. وتستقبل مع اليونيسيف في باريس خلال عام 2006، المؤتمر الدولي المكلف بختام عملية مراجعة المبادئ الخاصة بالوقاية من تجنيد وتسريح وإعادة إدماج الأطفال المتأثرين بالنزاعات المسلحة.

4/ تلتزم فرنسا بدعم المبادرات الهادفة لمكافحة جميع أشكال التمييز:

- تواصل فرنسا تحركها لاحترام جميع حقوق النساء الأساسية، ولإزالة كافة أشكال التمييز والعنف تجاههن، ولتمثيل النساء في محافل القرار، وللإعتراف بدورهن في الوقاية من النزاعات. وترفع عدة تحفظات على اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

- تتمنى فرنسا العمل على الحوار بين الثقافات والحضارات كما على رعاية ذهنية التسامح واحترام الحريات الفردية. وتدعم المبادرات على غرار برنامج التربية الهادف إلى الوقاية من التمييز العنصري والإبادة.

- طبقا للتوصيات التي أعلنتها لجنة القضاء على التمييز العنصري، وضعت فرنسا على الصعيد الوطني سلطة عليا لمكافحة كافة أشكال التمييز ولتكافؤ الفرص.

- تعمل فرنسا على تبني مشروع إعلان بشأن حقوق الشعوب الأصلية. وتستضيف المقرِّر الخاص بهذه المسألة خلال الفترة 2006-2007.

- تعمل فرنسا على أن تكلل سريعا بالنجاح المفاوضات بشأن الإتفاقية المتعلقة بحقوق المعوقين، بحيث يعاد التأكيد على تمامية الحقوق التي يتمتع بها كل شخص مهما كانت إعاقته المحتملة./.